



L'observateur
indépendant
du Fonds mondial

Observateur du Fonds mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 38 : 22 mars 2017

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE :

1. ACTUALITÉS : [Pourquoi la procédure de sélection d'un nouveau Directeur exécutif a-t-elle échoué ?](#)

Pratiquement tous ceux qui ont commenté la procédure de sélection d'un nouveau Directeur exécutif du Fonds mondial s'accordent à dire qu'elle a été trop précipitée. Que disent-ils d'autre ? Dans cet article, nous offrons nos propres observations, celles de parties prenantes qui se sont exprimées publiquement ou ont adressé des commentaires au Conseil d'administration, ainsi que celles de journalistes et d'autres commentateurs.

2. ACTUALITÉS : [Marijke Wijnroks nommée Directrice exécutive par intérim](#)

Marijke Wijnroks assumera les fonctions de Directrice exécutive par intérim le 1^{er} juin 2017, au terme du mandat de l'actuel Directeur exécutif, Mark Dybul.

3. ACTUALITÉS : [Suspension de programmes soutenus par le Fonds mondial sur fond de répression de la communauté LGBT par le gouvernement tanzanien](#)

Deux programmes soutenus par le Fonds mondial ont été suspendus en Tanzanie après que le gouvernement a entrepris de réviser les directives relatives aux services de lutte contre le VIH pour les populations clés et vulnérables. La révision des directives est perçue comme s'inscrivant dans le cadre d'une répression plus vaste de la communauté LGBT du pays.

4. ACTUALITÉS : [Lancement de la procédure de sélection d'un nouveau Président et d'un nouveau Vice-président du Conseil d'administration](#)

Le Conseil d'administration a officiellement lancé la procédure de sélection d'un nouveau Président et d'un nouveau Vice-président. Les résultats seront annoncés à la réunion du Conseil qui se tiendra les 3 et 4 mai 2017.

5. ACTUALITÉS : [Les réductions envisagées de l'aide extérieure des États-Unis inquiètent vivement les milieux du développement](#)

Le Président Trump se propose d'accroître de 54 milliards de dollars le budget militaire, et de compenser cette augmentation par des réductions au niveau de l'aide extérieure et du Département d'État. Le Fonds mondial sera-t-il touché ?

6. ACTUALITÉS : [Des rapports parallèles sur les résultats des ICN signalent des problèmes de suivi stratégique et de conflits d'intérêts](#)

Les résultats préliminaires d'une initiative de rapport parallèle de la société civile sur les résultats des instances de coordination nationale de neuf pays africains révèlent des problèmes de suivi stratégique et de conflits d'intérêts. Ils montrent également des incohérences entre les évaluations de la société civile et celles du Fonds mondial. L'initiative a pour objectif de renforcer les capacités de recherche des organismes de surveillance locaux et de mettre les instances de coordination nationale face à leurs responsabilités d'amélioration de leurs résultats.

[HAUT](#)

ARTICLES :

1. ACTUALITÉS : Pourquoi la procédure de sélection d'un nouveau Directeur exécutif a-t-elle échoué ?

Tout le monde s'accorde à dire que la procédure a été trop précipitée

David Garmaise
13 mars 2017

Comme on pouvait s'y attendre, les avis divergent quant aux raisons pour lesquelles la procédure de sélection du prochain Directeur exécutif du Fonds mondial a échoué. Bon nombre des personnes que nous avons interrogées en vue de cet article – y compris des membres de délégations au Conseil d'administration – se sont montrées réticentes à commenter la question, encore moins publiquement. C'est pourquoi cet article présente nos propres observations, celles de parties prenantes qui se sont exprimées publiquement ou ont adressé des commentaires au Conseil d'administration, ainsi que celles de journalistes et d'autres commentateurs.

Il était prévu que le Conseil d'administration choisisse un nouveau Directeur exécutif lors de sa retraite des 27 et 28 février. Son Comité des candidatures au poste de Directeur exécutif avait déposé un rapport final comportant trois noms, classés dans l'ordre suivant :

1. Dr Muhammad Ali Pate, chercheur invité à l'École Chan de santé publique de Harvard, ancien spécialiste de la santé de la Banque mondiale et ancien ministre de la Santé du Nigeria ;
2. Subhanu Saxena, un dirigeant d'entreprise pharmaceutique qui, en août 2016, a démissionné de son poste de Directeur général de Cipla, une importante société pharmaceutique indienne ; et
3. Helen Clark, administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ancienne première ministre de Nouvelle-Zélande.

Comme tout le monde le sait désormais, le Conseil d'administration n'a sélectionné aucun de ces candidats, décidant plutôt de relancer la procédure de recrutement.

Alors, que s'est-il passé ?

Un point sur lequel tous semblent s'accorder est que la procédure a été trop précipitée. Le Conseil d'administration a approuvé la procédure de sélection le 16 novembre 2016. Le délai fixé pour la sélection du nouveau Directeur exécutif était le 1^{er} mars, ce qui représente un délai de 105 jours ou trois mois et demi, fêtes de fin d'année comprises. À titre de comparaison, la procédure qui avait mené à la sélection de Mark Dybul en 2012 a duré 187 jours, soit un peu plus de six mois.

Sachant que M. Dybul a informé il y a deux ans le Conseil d'administration de son départ au terme de son mandat (le 31 mai 2017), pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour que le Conseil lance la procédure de recrutement d'un nouveau Directeur exécutif ?

Dans un [post](#) du 2 mars sur le site Web d'Humanosphere, une organisation d'information sans but lucratif et indépendante, Tom Murphy qualifie la procédure de sélection d'« accident ferroviaire ». Il identifie trois causes principales : des fuites, des questions de conflits d'intérêts et une réception plutôt déçue des finalistes. Examinons chacun de ces points.

Fuites

Il y a indéniablement eu des fuites. Il semble qu'une foule de gens ait reçu une copie du rapport final extrêmement confidentiel du Comité des candidatures au poste de Directeur exécutif pratiquement dès son envoi le 13 février aux membres du Conseil d'administration et aux suppléants. Donald McNeil, journaliste de longue date au *New York Times*, est l'une de ces personnes. M. McNeil a révélé les noms des trois finalistes dans un [article](#) paru le 15 février. On peut y lire que les trois candidats risquaient de ne pas être du goût des États-Unis, de loin le plus grand donateur du Fonds mondial, et ce pour différentes raisons. Plusieurs médias ont relevé l'article de McNeil, certains

ajoutant des informations au fur et à mesure que celles-ci devenaient disponibles, dans la plupart des cas suite à d'autres fuites.

Dans un article de [ScienceInsider](#) publié le 27 février, Jon Cohen cite une personne au fait des délibérations du Conseil d'administration, selon laquelle « il y avait des préoccupations réelles quant à l'équité du processus, compromise par les fuites ».

La fuite du rapport final du Comité des candidatures semble certainement avoir déstabilisé la procédure. Peu après la fuite du rapport, Mme Clark, qui figurait en troisième position sur la liste du Comité, s'est retirée de la course, citant ses préoccupations concernant la procédure. Certains observateurs ont avancé l'hypothèse que c'est parce qu'elle figurait en dernière place.

Que la fuite du rapport final soit ou non à l'origine du retrait de Mme Clark de la course, le Fonds mondial n'apparaissait pas sous un jour favorable. Une procédure qui aurait dû avoir lieu de manière très confidentielle était désormais sous le feu des projecteurs, sans les protections qui auraient probablement entouré une procédure publique, si telle avait été l'intention initiale.

Conflits d'intérêts

Plusieurs conflits d'intérêts ont été évoqués. Dans son article, M. Murphy avance que les liens de M. Saxena avec l'industrie pharmaceutique posaient potentiellement un conflit d'intérêts du fait que le Fonds mondial travaille avec les gouvernements et les fabricants de médicaments en vue de fixer des prix favorables pour l'achat des médicaments essentiels. (Jusqu'il y a peu, M. Saxena était CEO de Cipla, une importante société pharmaceutique dont le Fonds mondial est un client important).

Un courriel anonyme envoyé au Conseil d'administration affirme que M. Pate a un possible conflit d'intérêts du fait qu'il siège au comité consultatif de Merck for Mothers, et que l'actuel Directeur exécutif, Mark Dybul, est membre du Conseil de la Fondation philanthropique Big Win de M. Pate.

Les allégations insinuaient que le Comité des candidatures au poste de Directeur exécutif n'avait pas identifié ni pris en considération ces conflits d'intérêts. Toutefois, dans un mémo adressé aux membres du Conseil d'administration le 18 février, le président du Comité, Jan Paehler, réfute ces allégations. Concernant M. Saxena, M. Paehler y écrit qu'il est inexact d'affirmer que le Comité n'a pas pris en compte ses fonctions passées de CEO de Cipla. Selon Paehler, ce facteur a été « dûment étudié et discuté » par le Comité. « Avoir joué un rôle en tant que fournisseur du secteur privé du Fonds mondial dans le passé ne représente pas un conflit d'intérêts actuel ou futur... ».

M. Paehler ajoute que le rôle de M. Pate au sein du comité consultatif de Merck for Mothers « a en fait été divulgué et soigneusement évalué et commenté par le Comité, avec les conseils du directeur de l'éthique. Prétendre le contraire est inexact. » Enfin, au sujet de M. Dybul, M. Paehler indique que le comité a également été informé qu'il siège au Conseil de la Fondation de Pate et que « prétendre le contraire est inexact ».

Réception des finalistes

La troisième cause de ce que Tom Murphy qualifie d'« accident ferroviaire » est « une réception plutôt déçue des finalistes ».

Divers commentateurs se sont fait l'écho des préoccupations mentionnées dans l'article de Donald McNeil dans le *New York Times* selon lesquelles les trois finalistes pourraient bien ne pas être du goût des États-Unis. Par ailleurs, dans un [post](#) du 24 février sur *Devex*, une plateforme médiatique s'adressant à la communauté mondiale du développement, Michael Igoe écrivait que *Devex* avait parlé avec plusieurs dirigeants « bien placés » de la santé mondiale et du développement au sujet de leurs impressions sur les finalistes. « Ils ont tous exprimé des sentiments mitigés et une certaine déception que la procédure de sélection n'ait pas généré de candidats connus pour leur leadership visionnaire dans le domaine de la santé mondiale. »

Autres préoccupations concernant la procédure

« Le Conseil d'administration est résolu à suivre une procédure qui respecte les normes les plus strictes possibles, qui soit équitable, transparente et fondée sur le mérite, et qui soit menée dans des délais raisonnables et avec professionnalisme », a déclaré Norbert Hauser, le Président du Conseil d'administration, dans un [communiqué de presse](#).

Cependant, comme le fait remarquer Tom Murphy dans son article, la procédure a été loin d'être transparente. Les informations sur le statut des candidats ont fait surface à la suite de fuites, pas de communiqués officiels du Fonds mondial. Selon M. Murphy, Mme Clark s'est retirée en partie en raison de la manière dont la procédure s'est déroulée.

Dans une lettre qu'elle aurait adressée à M. Hauser le 14 février, Mme Clark écrit ceci :

« Cela fait un certain temps que je m'inquiète de ce que la nomination d'un dirigeant stratégique de haut niveau, telle qu'envisagée dans le mandat approuvé par le Conseil d'administration du Fonds mondial, ne serait probablement pas le résultat de la manière dont la procédure de sélection a été menée à ce jour.

Le rapport du Comité des candidatures du Conseil, que j'ai pu lire aujourd'hui, confirme mes préoccupations. Je ne crois pas que la procédure engagée ait accordé la priorité au large éventail de compétences envisagé dans le mandat. La procédure de diligence raisonnable entreprise à ce jour a contribué à l'échec auquel je fais allusion. Elle s'est concentrée sur des questions superficielles plutôt que de tenir compte des informations pertinentes et publiques concernant, par exemple, les résultats, les valeurs et l'historique des candidats en matière de médias sociaux. »

L'analyse la plus approfondie de ce qui a mal tourné est celle de John Zarocostas, auteur d'un [article](#) publié le 7 mars dans *The Lancet*.

M. Zarocostas y cite le directeur d'un organisme majeur des Nations Unies basé à Genève, qui aurait dit qu'« étant donné que la procédure était entachée, le Conseil d'administration du Fonds mondial n'avait d'autre choix que de la relancer ».

Selon M. Zarocostas, un cadre dans le domaine de l'aide à la santé qui a suivi la situation a commenté que l'envenimement de la procédure est imputable à un courriel anonyme au Conseil d'administration critiquant la présélection de MM. Pate et Saxena et le manque de diligence raisonnable de la procédure, auquel est venue s'ajouter la fuite du rapport du comité de sélection au *New York Times*.

L'auteur de l'article rapporte que plusieurs diplomates et cadres de groupes de plaidoyer dans le domaine de la santé ont souligné que « la diligence raisonnable n'a pas été menée avec rigueur », dans ce qu'il appelle une critique voilée de Russell Reynolds Associates (RRA), l'agence de recrutement de cadres chargée d'assister le Comité des candidatures.

M. Zarocostas cite en outre une source proche du Conseil d'administration, selon laquelle « beaucoup au sein du Conseil d'administration étaient d'avis que la procédure de sélection avait été trop rapide, que la diligence raisonnable n'avait pas pu être menée à bien et que de nouvelles informations avaient fait surface ». De ce fait, selon la source, il existait un fort sentiment que le Conseil d'administration estimait que la procédure « ne lui avait pas donné pleine confiance pour arrêter son choix ». Le retrait d'un des candidats, toujours d'après cette source, a contribué à l'impasse dans laquelle le Conseil s'est retrouvé.

M. Zarocostas cite un consultant en santé mondiale, selon lequel il ressort du résultat que chacun des candidats était confronté à une « minorité de blocage » et il n'a pas été possible de parvenir à un consensus. (Le règlement du Conseil d'administration stipule que les candidats doivent bénéficier d'une majorité des deux tiers, tant des circonscriptions relevant des maîtres d'œuvre que de celles relevant des donateurs.)

Enfin, M. Zarocostas cite Ellen 't Hoen, chercheuse de l'Unité de santé mondiale de l'hôpital universitaire de Groningue, aux Pays-Bas : « Je pense que, compte tenu du fait que le soutien financier du Fonds mondial dépend du soutien public, plus il y a de transparence, mieux c'est ». Selon elle, la procédure de sélection du Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé « était opaque dans le passé », mais « aujourd'hui, on peut en suivre les développements, et se faire une idée des candidats ». Et d'ajouter qu'il devrait en être de même pour la procédure de sélection d'un nouveau directeur pour le Fonds mondial.

Le 20 février, Allan Maleche et Nataliya Nizova, respectivement président et vice-présidente du groupe des maîtres d'œuvre au Conseil d'administration, ont envoyé une lettre à la direction du Conseil, dans laquelle ils expliquaient que les circonscriptions du groupe des maîtres d'œuvre « nourrissaient de graves préoccupations » quant à la procédure du fait que des « faits clés » sur les candidats avaient été manqués.

« Il est difficile d'évaluer l'ampleur des informations manquées », poursuivait le groupe des maîtres d'œuvre, « car la diligence raisonnable décrite dans la note d'information sur la procédure de sélection du Directeur exécutif n'est pas reprise – ni même mentionnée – dans le rapport final du Comité des candidatures au poste de Directeur exécutif. »

(La note d'information indiquait que la procédure de diligence raisonnable serait décrite en détail dans le rapport final du Comité des candidatures. La procédure comprenait des mesures telles que des entretiens avec les candidats menés par l'agence de recrutement, RRA, l'obtention de références par RRA, ainsi que des tests psychométriques réalisés par un expert indépendant sur les trois finalistes.)

« La décision de ne pas publier les noms des candidats présélectionnés, qui était tout un défi pour le Fonds, a ensuite suscité un intérêt médiatique et des questions de la part des parties prenantes qui ont également contribué à ternir la réputation de l'institution », d'après le groupe des maîtres d'œuvre.

Dans sa lettre, le groupe des maîtres d'œuvre recommande de lancer une nouvelle procédure de sélection, qui soit bien plus ouverte. Il préconise un plus grand engagement du public, lequel pourrait être assuré en annonçant publiquement les noms des candidats présélectionnés, en organisant une séance publique de questions-réponses avec les candidats, en tenant une session d'information pour le personnel du Secrétariat et en offrant des mises à jour régulières sur la procédure de sélection et de nomination.

(La lettre du groupe des maîtres d'œuvre n'a pas été rendue publique. Cependant, dans son deuxième [article](#) sur la sélection du Directeur exécutif, Donald McNeil, du *New York Times*, en reprend des extraits.)

Dans un article antérieur publié dans *The Lancet* (le 22 février), M. Zarocostas déclare que « la nature opaque de la procédure de sélection du Fonds mondial a été critiquée à la fois par des membres majeurs du groupe des donateurs et par des défenseurs de la communauté de la santé ».

Dans le [blog](#) consacré aux politiques en matière de santé mondiale du *Center for Global Development*, Amanda Glassman déclare que « même si légalement, le Fonds mondial est une fondation suisse privée, son Conseil d'administration ne devrait pas agir en tant que tel. Les défenseurs exercent une grande influence sur le Fonds mondial au travers des médias, et les grands donateurs ont un droit de veto – donc sa procédure de sélection d'un Directeur exécutif se doit de reconnaître la *realpolitik* et d'examiner les candidats selon une démarche large et publique, tout en prenant dûment en considération la capacité des candidats à faire face aux vents financiers et politiques contraires. »

D'après une personne au fait des délibérations du Conseil d'administration, des inquiétudes ont été exprimées sur le fait que la liste des candidats présélectionnés était trop courte. Dans son rapport final, le Comité des candidatures au poste de Directeur

exécutif n'a avancé que trois noms (sur plus de 140 candidats). Il avait été mandaté pour fournir jusqu'à quatre noms. Pendant les délibérations, il a été suggéré que lors de la nouvelle procédure de recherche, il devrait être demandé au Comité de fournir cinq noms.

Cette personne a par ailleurs indiqué que des préoccupations ont été émises quant au fait que dans son rapport final, le Comité des candidatures a classé les candidats retenus selon un ordre donné, et que le sentiment était que cela a pu contribuer à la décision de la candidate classée en troisième position, Helen Clark, de se retirer de la course. Or, il n'avait pas été demandé au Comité de classer les candidats.

Dans une [déclaration](#) publiée le 1^{er} mars, la délégation des communautés auprès du Conseil d'administration indique que dans le cadre de la nouvelle procédure de sélection du Conseil, elle « suivra de près » la situation de manière à s'assurer qu'il est fait appel à un groupe de parties prenantes plus diversifié, comprenant notamment les communautés et la société civile, lors de la vérification des références, et à veiller à ce que la procédure tienne compte des antécédents des candidats en matière de droits humains, d'égalité de genre et de renforcement des systèmes communautaires.

Dans l'article du 7 mars de John Decostas dans *The Lancet*, les paroles suivantes d'un responsable d'un important groupe européen de plaidoyer dans la lutte contre le sida s'exprimant sous la condition de l'anonymat, sont citées : « Nous sommes à la recherche d'un candidat possédant de vastes connaissances en matière de santé mondiale, une grande expérience de gestion et des compétences de mobilisation de fonds ».

[HAUT](#)

2. ACTUALITÉS : Marijke Wijnroks nommée Directrice exécutive par intérim

La nomination prend effet le 1^{er} juin

David Garmaise

13 mars 2017

Le Conseil d'administration du Fonds mondial a nommé Marijke Wijnroks Directrice exécutive par intérim à compter du 1^{er} juin 2017. Le mandat de quatre ans de l'actuel Directeur exécutif, Mark Dybul, prend fin le 31 mai. Mme Wijnroks assumera ces fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau Directeur exécutif sélectionné par le Conseil d'administration puisse prendre la relève.

L'annonce a été faite le 3 mars dans un [communiqué de presse](#) du Fonds mondial.

Mme Wijnroks est à l'heure actuelle directrice de cabinet, poste qui en fait de facto l'adjointe de M. Dybul.

« Mme Wijnroks apporte des connaissances pointues du fonctionnement interne du Fonds mondial, où elle supervise les travaux au quotidien », a déclaré le Conseil d'administration. Elle préside des organes décisionnels comme le Comité exécutif de direction et le Comité de la politique lorsque M. Dybul n'est pas disponible, et préside régulièrement le Comité d'approbation des subventions. Elle représente par ailleurs fréquemment le Fonds mondial à des événements externes.

« Marijke est une dirigeante et une gestionnaire extrêmement efficace qui peut faire avancer les choses », a pour sa part déclaré M. Dybul. « Elle connaît le Fonds mondial mieux que personne et est à même de diriger notre personnel exceptionnel jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau Directeur exécutif ».

Selon le communiqué, Mme Wijnroks a supervisé début 2017 l'élaboration de mémos de transition par tous les membres du Comité exécutif de direction, en préparation pour le recrutement d'un nouveau Directeur exécutif. Elle poursuivra ces préparatifs jusqu'à la nouvelle sélection du Conseil d'administration.

Avant de rejoindre le Fonds mondial, Mme Wijnroks a travaillé au Ministère néerlandais des Affaires étrangères en qualité d'ambassadrice chargée du VIH et du sida et de directrice adjointe du département de développement social. Elle possède plus de 30 ans d'expérience de la santé internationale et du développement, qu'elle a acquise au sein de son gouvernement, à l'ONU et dans la société civile. Son parcours professionnel l'a amenée à travailler en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe. Elle a assuré plusieurs mandats au Conseil d'administration du Fonds mondial.

« Mme Wijnroks a une expérience approfondie des droits de l'Homme, des questions de genre et de l'accès aux populations-clés. Elle a la réputation de défendre ses opinions avec passion et d'être une incorrigible optimiste qui vise les résultats », peut-on lire dans le communiqué.

Au début de sa carrière, Mme Wijnroks a été coordinatrice médicale de Médecins sans frontières en Ouganda et médecin au Soudan du Sud. Elle a également passé cinq ans au Salvador comme conseillère technique pour l'OPS/OMS chargée du développement des systèmes de santé locaux. Enfin, elle est allée deux ans au Bangladesh comme gestionnaire de projet dans le domaine de la santé maternelle et infantile.

Elle est titulaire d'un diplôme de médecine de l'Université de Maastricht, aux Pays-Bas, et d'un diplôme en santé et médecine tropicale de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Concernant la nouvelle recherche d'un Directeur exécutif permanent, Seth Faison, directeur de la communication au Fonds mondial, a déclaré à Aidsplan que « le Conseil d'administration du Fonds mondial continue de chercher un nouveau Directeur exécutif et décidera de tous les aspects de la procédure, y compris en ce qui concerne le calendrier ».

3. ACTUALITÉS : Suspension de programmes soutenus par le Fonds mondial sur fond de répression de la communauté LGBT par le gouvernement tanzanien

Tandis que le gouvernement revoit les directives relatives aux services à destination des populations clés, la programmation en matière de prévention et de traitement du VIH pour les HSH est mise en veilleuse

Andrew Green

14 mars 2017

La décision du gouvernement tanzanien de réviser les directives relatives aux services de lutte contre le VIH destinés aux populations clés et vulnérables a obligé un récipiendaire principal du Fonds mondial, Save the Children, à suspendre deux programmes de prévention et de traitement axés sur les personnes issues de ces communautés, selon un responsable du Fonds mondial. La révision des directives est perçue comme s'inscrivant dans le cadre d'une répression plus vaste de la communauté LGBT de Tanzanie, qui a commencé par l'interdiction des lubrifiants et a inclus des menaces de suspension d'une organisation en raison d'allégations selon lesquelles elle promouvait l'homosexualité, ainsi que l'arrestation de membres de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

Les militants de la santé s'inquiètent de ce que cette répression risque de miner la riposte du pays au VIH. Pour eux, la suspension des programmes soutenus par le Fonds mondial montre que c'est déjà le cas.

Le ministère de la Santé de Tanzanie a annoncé en octobre 2016 qu'il était en train de réviser les directives. Dans une [déclaration](#) expliquant la décision, la ministre de la Santé, Ummu Mwalimu, a affirmé que son ministère continuerait de collaborer avec les partenaires internationaux qui mettent en œuvre des programmes de lutte contre le VIH conformément aux recommandations reconnues au niveau international, en soulignant toutefois que « celles-ci doivent être adaptées au contexte tanzanien au travers de consultations avec les parties prenantes afin de s'assurer de leur conformité aux lois, coutumes et traditions des pays ». Cela a été interprété comme un avertissement spécifique aux prestataires offrant des services pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), une des populations clés du pays.

Les raisons de cette répression ne sont pas claires, en particulier compte tenu du fait que le ministère a par le passé soutenu des efforts visant la réduction de la transmission du VIH et la fourniture de services aux populations clés, notamment aux HSH.

Toutefois, suite à l'annonce de Mme Mwalimu, Tatjana Peterson, la gestionnaire de portefeuille du Fonds pour la Tanzanie, a confirmé la suspension des deux programmes dans un courriel adressé à Aidsplan. Les programmes faisaient partie d'une [subvention de 13 millions de dollars](#) destinée à intensifier les services de lutte contre le VIH et la tuberculose en Tanzanie, active depuis juillet 2015 et qui devrait se prolonger jusqu'en décembre 2017.

Selon l'accord de subvention, les activités prévues comprenaient le dépistage du VIH et le conseil pour les HSH et les personnes transgenres, la distribution de préservatifs et de lubrifiants, ainsi que le diagnostic et le traitement des infections sexuellement transmissibles.

« Le Fonds mondial est vivement préoccupé par toute action qui réduirait l'accès aux services de santé pour les personnes qui en ont besoin », écrit Mme Peterson. « Nous devons continuer de travailler avec le gouvernement tanzanien dans le cadre de nos efforts en faveur du maintien de l'accès aux services de santé pour les populations clés touchées par le VIH. »

Selon Mme Peterson, le Fonds mondial est en contact avec le gouvernement sur la question et garde « l'espoir qu'une solution sera trouvée pour garantir le maintien de l'accès aux services de santé pour les populations clés touchées par le VIH ».

Les responsables de Save the Children en Tanzanie n'ont pas répondu à notre demande de commentaires.

Outre la subvention dont Save the Children est le bénéficiaire principal, la Tanzanie bénéficie de trois autres subventions actives de lutte contre le VIH du Fonds mondial. Le ministère des Finances tanzanien est le bénéficiaire principal de deux d'entre elles, dont la valeur totale s'élève à plus de 831 millions de dollars. La troisième, gérée par Population Services International, est axée sur l'achat de préservatifs. Bien qu'ils figurent encore comme actifs sur le site Web du Fonds mondial, Mme Peterson a indiqué que les programmes soutenus par les subventions ont officiellement pris fin en décembre 2016.

Selon l'[ONUSIDA](#), le taux de prévalence du VIH chez les adultes est de 4,7 % en Tanzanie, et on estime à 1,4 million le nombre de personnes qui vivaient avec la maladie en 2015. D'après les dernières [statistiques du gouvernement](#), le taux de prévalence est beaucoup plus élevé parmi les populations clés, notamment chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, pour lesquels la prévalence est estimée à 22,2 %.

Un document clé de politique du gouvernement, le [cadre stratégique multisectoriel pour le VIH et le sida](#), reconnaît que les taux de transmission du VIH au sein des populations clés « ne sont pas contrôlés de manière adéquate », et indique qu'« un engagement et un leadership politiques et gouvernementaux fermes seront également nécessaires pour accroître la demande parmi les populations clés et mal desservies de la Tanzanie ».

Au lieu de cela, selon des militants pour la santé et les droits LGBT, les activités récentes des pouvoirs publics réduisent les services de lutte contre le VIH pour les populations clés et rendent plus improbable que les membres de ces communautés y accèdent là où ils existent. Des responsables de l'ONUSIDA en Tanzanie ont commenté à Aidsplan que les partenaires qui mettent en œuvre des programmes visant les populations clés ont signalé une « baisse significative » au cours des derniers mois du nombre de personnes de ces communautés qui profitent de leurs efforts de proximité ou des services offerts dans les établissements.

Bien que l'annonce de Mme Mwalimu soit le développement le plus en vue, les militants de la santé affirment que le premier incident date de juillet 2016, lorsque le ministère de la Santé a interdit les lubrifiants et menacé de radier les programmes qui continueraient à les distribuer.

L'ONUSIDA [recommande](#) la mise à disposition de lubrifiants à base d'eau ou de silice aux côtés des préservatifs aux fins de réduire la transmission du VIH, et recommande en particulier leur utilisation lors de rapports anaux. En Tanzanie, le cadre multisectoriel appelle également à des stratégies ciblées et innovantes en vue d'augmenter l'accès aux lubrifiants à base d'eau, parallèlement aux préservatifs masculins et féminins.

Selon Mme Peterson, les lubrifiants ont par le passé été achetés dans le cadre des programmes soutenus par le Fonds mondial, notamment de la subvention de Population Services International. Il a entretemps été mis fin à ces achats.

Après l'interdiction des lubrifiants, la campagne contre les populations clés et les organisations qui leur fournissent des services est devenue plus manifeste. Community Health Education Services and Advocacy, un prestataire de services de santé local, a été menacé de radiation en août pour promotion de l'homosexualité, et ses bureaux ont été perquisitionnés quelques semaines plus tard.

En décembre, la police a mis fin à une réunion de prestataires dans le domaine de la santé génésique. Quelques jours plus tard, 11 membres de la communauté LGBT vivant à Zanzibar ont été arrêtés, selon un groupe de militants de la santé et des droits LGBT qui coordonnent une intervention d'urgence en réponse aux actions du gouvernement.

Plus récemment, en février 2017, à la suite d'une nouvelle déclaration de Mme Mwalimu censée clarifier l'annonce du mois d'octobre, il est ressorti d'informations locales que le gouvernement fermait 40 centres de santé d'accueil pour les HSH. Dans un mémo récent, le groupe de militants de la santé et des droits LGBT indique que le texte, présenté uniquement en swahili, n'est pas clair et qu'il attend encore des orientations plus détaillées du ministère.

La déclaration ministérielle a entraîné des remontrances du gouvernement des États-Unis. Aux côtés du Fonds mondial, le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) est un des principaux bailleurs de fonds de la riposte au VIH de la Tanzanie. Selon le [site Web](#) de l'initiative bilatérale américaine, celle-ci a

investi 290 millions de dollars dans les programmes de lutte contre le VIH au cours de l'exercice 2015. Des responsables américains affirment dans une [déclaration de l'ambassade](#) ne pas avoir été consultés au sujet de modifications des politiques, avertissant que « les données montrent clairement que la prestation au niveau communautaire de services de proximité pour les populations les plus exposées au risque, notamment dans les centres d'accueil/de ressources, est un moyen efficace d'atteindre ces populations ainsi que d'autres populations vulnérables et mal desservies ».

Selon Mme Peterson, le Fonds mondial est déterminé à poursuivre ses travaux dans le pays et a déjà entamé un dialogue sur la meilleure manière d'investir la somme allouée à la Tanzanie pour la période 2017-2019. Le Fonds reste « activement engagé à la fois auprès des acteurs étatiques et non-étatiques en vue de financer les interventions à plus fort impact et de soutenir les systèmes communautaires et de santé », écrit-t-elle.

[HAUT](#)

4. ACTUALITÉS : Lancement de la procédure de sélection d'un nouveau Président et d'un nouveau Vice-président du Conseil d'administration

Les résultats seront annoncés à la réunion du Conseil qui se tiendra les 3 et 4 mai 2017

David Garmaise

14 mars 2017

Le 1^{er} mars 2017, le Conseil d'administration du Fonds a lancé officiellement la procédure de sélection de ses prochains Président et Vice-président. Les noms des nouveaux dirigeants du Conseil d'administration devraient être annoncés à sa prochaine réunion des 3 et 4 mai 2017, date à laquelle se terminent les mandats du Président actuel, Norbert Hauser, et de la Vice-présidente actuelle, Aida Kurtovic.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 28 mars. Celles-ci seront présentées par les blocs des donateurs et des maîtres d'œuvre représentés au Conseil. On s'attend à ce que le bloc des maîtres d'œuvre présente un candidat pour le poste de Président, et que celui des donateurs en présente un pour le poste de Vice-président. Cela répond à la tradition selon laquelle ces postes sont attribués tous les deux ans en alternance à des personnes issues du bloc des maîtres d'œuvre et du bloc des donateurs, qui apportent avec elles leur expérience de ces sphères. L'actuel Président, M. Hauser, vient du bloc des donateurs. L'actuelle Vice-présidente, Mme Kurtovic, est quant à elle issue du bloc des maîtres d'œuvre.

Ces deux blocs sont chacun responsables de la conception de la procédure qu'ils suivront pour présenter un candidat.

Bien que chaque bloc ne présente traditionnellement qu'un seul candidat, ni les mandats des postes concernés ni les instructions relatives au renseignement du formulaire de candidature n'excluent la présentation de plusieurs candidats. Chaque circonscription a le droit de proposer un nom directement au Comité d'éthique et de gouvernance, tel que stipulé dans le [Règlement intérieur du Conseil d'administration et de ses comités](#). Si le bloc des maîtres d'œuvre, celui des donateurs ou les deux présentent plus d'une candidature, le Conseil d'administration devra déterminer la procédure à suivre au-delà des dispositions décrites dans cet article. Cette procédure suppose généralement un rôle plus important pour le Comité d'éthique et de gouvernance.

Une fois désignés, les nouveaux Président et Vice-président agissent exclusivement dans l'intérêt du Fonds mondial dans son ensemble. Selon leur mandat, le Président et le Vice-président ne doivent pas représenter de bloc, de circonscription, de groupe votant du Conseil d'administration ni d'autre partie prenante donnés.

Le 28 mars est également la date limite de dépôt d'un formulaire à jour de manifestation d'intérêt par les candidats. Ce formulaire sert à identifier et prendre en compte tout conflit d'intérêts réel ou potentiel.

Les autres étapes de la procédure de sélection sont les suivantes :

1. Le 28 mars, le Bureau des affaires du Conseil d'administration examinera les candidatures pour vérifier que les formulaires sont dûment renseignés et accompagnés de toutes les pièces justificatives demandées.
2. Le 31 mars au plus tard, le Comité d'éthique et de gouvernance examinera les candidats présentés et notifiera officiellement le Président et la Vice-présidente sortants.
3. Le 10 avril, la direction sortante informera le Conseil sur l'avancement de la procédure et les prochaines étapes.
4. Les 3 et 4 mai, lors de la réunion du Conseil d'administration, la direction sortante soumettra officiellement les candidats au Conseil, qui procèdera à l'élection et à la désignation des nouveaux Président et Vice-président, et le Fonds mondial les annoncera officiellement.

C'est la première fois que les étapes ci-dessus sont appliquées dans le cadre de la procédure de sélection.

Des dates sont ensuite fixées pour la passation officielle de pouvoir entre les dirigeants sortants et entrants du Conseil d'administration.

Les nouveaux Président et Vice-président seront mandatés pour une période de deux ans, et siégeront à titre personnel en qualité de membres sans droit de vote.

Conformément à leur mandat, au début de celui-ci, le Président et le Vice-président du Conseil d'administration détermineront de commun accord leurs responsabilités partagées et individuelles afin d'assurer le suivi du travail du Conseil d'administration.

Leur mandat stipule que le Président et le Vice-président « apportent à leurs rôles respectifs une perspective globale et la sagesse de leur longue expérience. En qualité de représentants du Conseil d'administration en général, ils collaborent avec la direction aux fins de donner corps à la vision stratégique de l'organisation, et à ce titre, fournissent des orientations générales et des commentaires sur les prises de décision de la direction ».

Les deux prochaines années risquent d'être difficiles pour les nouveaux Président et Vice-président. Dès leur prise de fonction, ils devront superviser la procédure de sélection d'un nouveau Directeur exécutif. Ils devront peut-être aussi faire face aux retombées des menaces du gouvernement des États-Unis de réduire l'aide au développement.

Les circonscriptions devront présenter des candidats possédant une solide expérience et capables de dégager des consensus entre les multiples parties prenantes. Elles devront choisir des personnes capables de se concentrer sur les résultats et aux compétences diplomatiques solides pour pouvoir négocier avec les gouvernements – à la fois des donateurs et des maîtres d'œuvre – en vue de mobiliser davantage de ressources pour la santé. Le nouveau Président et le nouveau Vice-président devront lancer le nouveau cycle de reconstitution des ressources dans un contexte difficile en matière de financement.

Les mandats relatifs aux postes de Président et de Vice-président du Conseil d'administration, tels qu'approuvés lors de la retraite du Conseil des 27 et 28 février 2017, seront publiés prochainement sur le site Web du Fonds mondial.

[HAUT](#)

5. ACTUALITÉS et ANALYSE : Les réductions envisagées de l'aide extérieure des États-Unis inquiètent vivement les milieux du développement

Le Fonds mondial sera-t-il touché ?

David Garmaise

13 mars 2017

La proposition du Président Donald Trump d'accroître de 54 milliards de dollars le budget militaire inquiète beaucoup de gens, notamment ceux qui travaillent pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et ont ses intérêts à cœur.

La raison de cette inquiétude est que M. Trump compte compenser la hausse des dépenses militaires par de fortes réductions des programmes d'aide extérieure et du budget du Département d'État. Les États-Unis dépensent à l'heure actuelle quelque 50 milliards de dollars par an dans ces deux domaines, contre environ 600 milliards de dollars pour la défense. La contribution américaine au Fonds mondial est comprise dans ces 50 milliards de dollars, de même que le budget du Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et celui de l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme (PMI). Dans de nombreux pays, le Fonds mondial, le PEPFAR et la PMI travaillent en étroite collaboration.

M. Trump n'a pas révélé l'ampleur précise des réductions qu'il cherche à appliquer aux budgets de l'aide extérieure et du Département d'État, mais selon des responsables de son administration, elles se situeraient entre 30 et 37 pour cent. Selon divers observateurs, ce serait l'aide au développement qui serait frappée le plus durement par des coupes budgétaires de cette ampleur.

Le Président Trump ne devrait pas envoyer sa proposition de budget complète au Congrès avant le mois de mai (un projet de budget devrait être publié à la fin du mois de mars). Mais ses propositions ont ébranlé les milieux du développement. S'il y a une bonne nouvelle dans cette histoire, c'est que l'on s'attend à ce que les propositions de M. Trump se heurtent à une résistance au Congrès.

Lors de la dernière reconstitution des ressources du Fonds mondial, les États-Unis de l'administration Obama ont promis 4,3 milliards de dollars pour la période 2017/2019, soit 1,43 milliard par an. Toutefois, cette promesse de don dépend de l'approbation des dépenses chaque année par le Congrès. Reste à savoir si le Président demandera 1,43 milliard de dollars pour le Fonds mondial pour l'exercice 2018 (du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018), et si le Congrès donnera son approbation. Si un montant inférieur est approuvé, cela pourrait compliquer grandement les choses pour le Fonds mondial.

Il convient néanmoins de noter qu'année après année, les présidents américains et les Congrès successifs ont pour habitude de se quereller sur le contenu du budget. Il est acquis que le budget finalement approuvé par le Congrès ne ressemble pas au budget présenté par le Président. En outre, comme le souligne un [article](#) paru dans *Politico* : « En définitive, le budget est séparé du processus de dépenses qui finance les différents ministères, et il est hautement improbable que le Congrès accepte la plus grande partie des demandes de M. Trump au moment de financer le gouvernement ».

Le 13 mars, tandis que nous nous préparions à publier la version anglaise de notre lettre d'information, *Politico* a publié un autre [article](#), selon lequel le budget du Département d'État ne serait pas visé par des réductions aussi importantes qu'initialement indiqué par M. Trump.

« L'ébauche de budget attendue dans le courant de la semaine contiendra effectivement des réductions du financement du Département d'État et de l'Agence des États-Unis

pour le développement international pour l'année prochaine », précise l'article de *Politico*, « mais moins que les 37 pour cent initialement annoncés dans les documents préliminaires diffusés fin février par la Maison Blanche. »

Politico rapporte que la révision du budget devrait inclure des « coupes échelonnées » sur plusieurs années, plutôt qu'une frappe immédiate, selon un responsable haut placé de l'administration, qui a affirmé que la Maison Blanche donne au Secrétaire d'État Rex Tillerson le temps de « procéder à une analyse plus approfondie de l'aide extérieure ».

M. Tillerson et ses proches collaborateurs étudient comment restructurer le Département d'État, selon ce qu'aurait dit une autre personne au courant des discussions, et est prêt à accepter une réduction « significative » du budget de son ministère.

En même temps, *CNN* [rapportait](#) que la Maison Blanche a donné au Département d'État et à la mission américaine auprès des Nations Unies l'instruction de réduire de près de moitié leurs budgets pour les programmes des Nations Unies, y compris en ce qui concerne les opérations américaines de maintien de la paix et d'aide au développement.

D'après *CNN*, ces coupes drastiques illustrent la volonté de l'administration Trump de réduire les engagements des États-Unis envers les organisations internationales.

La chaîne d'information a néanmoins ajouté que M. Tillerson a une certaine marge de manœuvre pour décider où appliquer les réductions budgétaires du Département d'État.

« Il [Tillerson] a dit, "Donnez-moi un chiffre et je me charge des réductions" », rapporte un responsable haut placé de l'administration. « Il ne veut pas qu'on lui dise où appliquer les réductions. »

Réactions

Les réactions à la proposition de M. Trump n'ont pas tardé à émerger de nombreux milieux différents.

« Il serait à la fois stupide et mathématiquement impossible de la part du Président Trump de compenser d'autres augmentations budgétaires en sabrant les budgets du Département d'État et de l'aide au développement, qui représentent à peine un pour cent des dépenses fédérales totales », a réagi le sénateur démocrate du Delaware, Chris Coons, selon un [article](#) paru dans *Foreign Policy*.

Ce même article cite également Peter Yeo, président de Better World Campaign, un groupe sans but lucratif qui soutient l'aide extérieure, selon qui « la Maison Blanche dit en substance au Département d'État : vous allez devoir rentrer dans un 37, lequel de vos orteils voulez-vous amputer ? »

Un groupe de 120 anciens généraux et autres officiers [a écrit](#) à la direction du Congrès, ainsi qu'à des fonctionnaires de l'administration, pour avertir qu'« il est crucial pour la sécurité de l'Amérique d'accompagner les actions dans le domaine de la défense d'une intensification et d'un renforcement de la diplomatie et du développement ».

Voici ce qu'on peut lire dans un [article](#) publié sur le forum en ligne *UN Dispatch* : « Le fait est qu'une réduction massive de l'aide extérieure pour compenser des augmentations budgétaires ailleurs est à la fois impossible d'un point de vue mathématique et infaisable sur le plan politique. »

S'exprimant dans un [blog](#) sur le site Web du Conseil des relations extérieures, Laurie Garrett affirme quant à elle :

« Cela fait de nombreuses années que je mets en garde sur le grave danger dans lequel se trouve ce que nous appelons la santé mondiale – de même que l'humanitaire, l'atténuation du changement climatique, le développement et les programmes alimentaires. Ayant accroché leur wagon à la locomotive de la mondialisation, les missions humanitaires larges – majoritairement financées par les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni et par des intérêts privés américains – étaient excessivement tributaires des changements politiques dans ces deux pays. »

Dans un [article](#) paru le 11 mars dans *The Lancet*, Sam Loewenberg écrit que « bien que l'on s'attende à ce que le Congrès atténue les réductions radicales de Trump, personne ne sait de combien. Même de petites réductions de l'aide extérieure en termes de pourcentage des dépenses totales pourraient avoir des effets considérables du fait que les États-Unis contribuent tellement en termes de dollars. »

Amanda Glassman est l'un des rares observateurs qui a évoqué spécifiquement les implications de la proposition du Président Trump pour le Fonds mondial. Dans le blog sur les politiques en matière de santé mondiale du site Web du Center for Global Development, elle écrit ceci :

« La contribution des États-Unis, qui représente environ un tiers des ressources du Fonds mondial, est aujourd'hui en péril. Il se peut certes que le Congrès évite certaines réductions budgétaires, mais la plupart des programmes, y compris le PEPFAR, seront probablement touchés par les coupes, et la pression se fera sans doute de plus en plus sentir. Quelle part des réductions le PEPFAR répercutera-t-il sur le Fonds mondial ? »

Dans un article publié dans [JAMA](#) le 21 février, Lawrence O. Gostin avance que le PEPFAR jouit d'un large soutien bipartite, et que les présidents successifs ont soutenu le Fonds mondial. « M. Trump n'a pas annoncé d'affaiblissement du soutien à ces programmes », explique-t-il, « mais l'aide à la santé internationale sera probablement plafonnée, voire réduite. Cela permettrait de maintenir le soutien américain au

traitement antirétroviral en Afrique et ailleurs, mais aurait peu d'effet sur l'élargissement de la couverture. »

Depuis 2009, la Kaiser Family Foundation réalise des [sondages](#) auprès de la population américaine concernant la part du budget fédéral consacrée à l'aide extérieure. Bien que la réponse correcte soit moins de 1 % – et comprenne du reste l'aide militaire à Israël et à l'Égypte – le répondant moyen pense que la part de l'aide extérieure représente environ 25 %.

[HAUT](#)

6. ACTUALITÉS : Des rapports parallèles sur les résultats des ICN signalent des problèmes de suivi stratégique et de conflits d'intérêts

Les résultats préliminaires révèlent des incohérences entre les évaluations des résultats menées par la société civile et par le Fonds mondial

Gemma Oberth

Les [résultats préliminaires](#) d'une initiative de rapport parallèle de la société civile sur les résultats des instances de coordination nationale de neuf pays africains ont été publiés (en anglais). Les recherches sont dirigées par la plateforme régionale de communication et de coordination pour l'Afrique anglophone hébergée par l'EANNASO (Réseaux nationaux d'Afrique orientale d'organisations de lutte contre le sida) en partenariat avec AIDS Accountability International (AAI) et le pôle Instances de coordination nationale du Secrétariat du Fonds mondial basé à Genève.

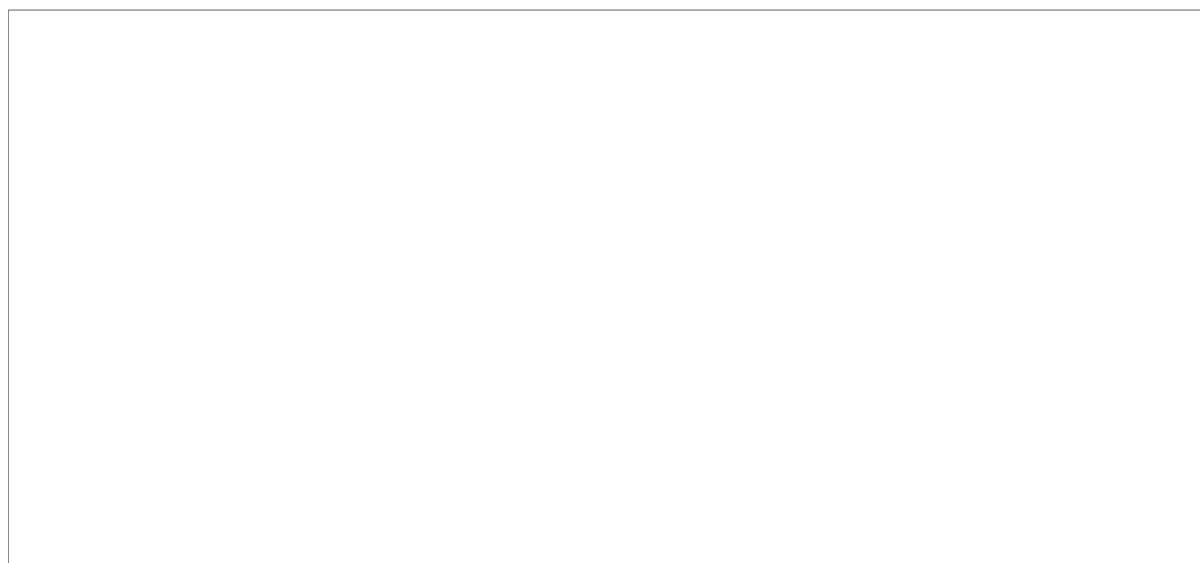
Un [audit récent des ICN](#) publié par le Bureau de l'Inspecteur général a constaté des faiblesses significatives dans la gestion des instances de coordination nationale et dans la manière dont elles assurent la coordination et le suivi stratégique des subventions (voir [l'article de l'OFM](#)). À la lumière de cet audit et compte tenu du rôle accru des instances de coordination nationale dans le modèle de financement, l'initiative de rapport parallèle répond à la nécessité d'habiliter un large éventail de parties prenantes à exiger de meilleurs résultats des instances.

Les recherches ont été menées entre décembre 2016 et janvier 2017 dans neuf pays, à savoir le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, le Swaziland, la Tanzanie et la Zambie. Des équipes de recherche regroupant des membres d'organismes de surveillance locaux relevant de la société civile ont élaboré et mis en œuvre un outil parallèle d'évaluation de l'admissibilité et des résultats des instances de coordination nationale, dans le but de comparer les résultats obtenus avec ceux des évaluations menées par le Secrétariat du Fonds mondial. Les résultats seront résumés dans une fiche de notation des ICN.

L'évaluation de l'admissibilité et des résultats du Fonds mondial repose sur six critères minimaux auxquels toutes les instances de coordination nationale doivent satisfaire pour pouvoir prétendre aux financements du Fonds : procédure transparente et inclusive d'élaboration de la demande de financement, démarche de sélection du bénéficiaire principal ouverte et transparente, planification et mise en œuvre du suivi stratégique, représentation des communautés touchées par les maladies au sein de l'instance de coordination nationale, procédures d'élection de membres non gouvernementaux des instances et gestion des conflits d'intérêts. L'évaluation se fait au travers d'une procédure d'évaluation externe, au terme de laquelle toutes les instances de coordination nationale doivent élaborer un plan d'amélioration des résultats en fonction des conclusions de l'évaluation. L'outil parallèle d'évaluation de l'admissibilité et des résultats contient pour une grande part les mêmes questions, auxquelles viennent s'ajouter des éléments supplémentaires sur la qualité de la représentation et de la participation.

Les résultats préliminaires des rapports parallèles révèlent plusieurs incohérences flagrantes entre les évaluations de la société civile et celles du Fonds mondial. « La plus grosse différence concerne le suivi stratégique », commente Phillippa Tucker, cofondatrice et directrice de la recherche et de la communication à AAI. « Genève qualifie les instances de coordination nationale de conformes tandis que la société civile les classe à un niveau bien inférieur. Les organismes de surveillance leur donnent également une notation de loin inférieure en matière de conflits d'intérêts. Ce sont là les principales différences. » La figure ci-après illustre les résultats des rapports parallèles par rapport à ces deux aspects.

Figure : Notations attribuées à neuf ICN africaines par les organismes de surveillance en matière de suivi stratégique (gauche) et de conflits d'intérêts (droite)



Selon les organismes de surveillance, la question des conflits d'intérêts au niveau de l'instance de coordination nationale est gérée de manière bureaucratique, mais pas dans un sens pratique. Ils rapportent que la gestion de ces conflits de manière ouverte et transparente requiert une bonne gouvernance, mais dans la plupart des cas, les conflits sont rarement signalés, et ils ne sont du reste presque jamais réglés.

Mais les organismes de surveillance ne sont pas toujours les critiques les plus durs. Mme Tucker remarque qu'en ce qui concerne les questions liées à la représentation de la société civile, à sa participation et à la responsabilisation face aux circonscriptions, les organismes de surveillance sont plus favorables que Genève dans leur notation. « À Genève, l'analyse de la société civile n'est peut-être pas aussi respectueuse qu'elle devrait l'être, ou aussi exacte qu'il conviendrait », commente-t-elle. « Ils sont assez durs envers la société civile, et peut-être que cela transparaît dans leurs évaluations ».

Mme Tucker a également expliqué à Aidsplan qu'il y a de grandes différences quant au degré de critique des organismes de surveillance locaux vis-à-vis de leur instance de coordination nationale. En Tanzanie, par exemple, les rapports d'organismes de surveillance n'ont jamais donné à l'instance de coordination nationale une note de résultats inférieure à celle de Genève. À l'inverse, au Kenya, au Swaziland et en Zambie, la notation des organismes de surveillance était bien inférieure à celle du Fonds mondial, et ce sur l'ensemble des indicateurs.

D'après Prosper Byonanebye, membre de l'équipe de l'organisme de surveillance local en Ouganda, la conception participative de la recherche constituait un bénéfice significatif. « Ce qui était censé être de la recherche s'est révélé être un modèle de renforcement des capacités », explique-t-il. « La plupart des gens qui sont directement affectés par les

ressources du Fonds mondial – qui ont été tenus à l'écart – ont eu l'occasion de rentrer dans la pièce et de voir ce que le Fonds mondial représente exactement ».

Olayide Akanni, de l'équipe nigérienne en charge du rapport parallèle, reconnaît également la contribution en matière de renforcement des capacités locales de recherche. « Le processus de recherche était très intensif », déclare-t-elle. « Nous avons eu des discussions en groupes de réflexion avec les membres de l'instance de coordination nationale, guidées par un outil d'enquête de plus de 30 questions. Nous avons ensuite eu des discussions en groupes de réflexion avec des membres ne faisant pas partie de l'instance, étayées par 28 autres questions. »

L'EANNASO, AAI et le pôle ICN ont rendu l'accès aux [données brutes](#) des évaluations parallèles public et gratuit, encourageant ainsi les parties intéressées à réaliser leurs propres méta-analyses de l'information dans le cadre d'une licence Creative Commons. Les évaluations de l'admissibilité et des résultats du Fonds mondial ne sont pas rendues publiques, un point sur lequel Aidspan a attiré l'attention en raison de la lacune que cela représente par rapport à l'engagement du Fonds mondial en matière de transparence (voir le commentaire à ce sujet dans l'[OFM](#)).

« Les rapports parallèles visent à changer la manière d'analyser les résultats des instances de coordination nationale », selon Mme Tucker. « L'évaluation de l'admissibilité et des résultats du Fonds mondial est plutôt un exercice descendant consistant à cocher des cases, elle ne reflète pas les subtilités et les nuances vécues par les personnes dans les pays. » En tant qu'initiative de suivi communautaire, les rapports parallèles de la société civile donnent un contexte et une profondeur aux données existantes sur les résultats des instances de coordination nationale.

Les rapports finaux sur les pays et la fiche récapitulative de notation seront présentés au Fonds mondial en avril 2017. « Nous nous attendons certainement à ce que les résultats suscitent de l'intérêt », conclut Mme Tucker.

[HAUT](#)

Ceci est le numéro 38 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise (david.garmaise@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez-vous sur www.aidspan.org. Les articles sont également disponibles en anglais.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan (www.aidspace.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur indépendant du Fonds mondial et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds et d'en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « Source : lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (www.aidspace.org/gfo), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

© 2017 Aidspan. Tous droits réservés.

[HAUT](#)